

SNU NON Merci



Qu'est-ce que le SNU ?

Le Service National Universel (SNU) est un dispositif gouvernemental, sous tutelle conjointe du ministère de l'Éducation nationale et des Armées, lancé par Gabriel Attal quand il était secrétaire d'État chargé de la jeunesse, puis porté par Sarah El Hairy et désormais par Prisca Thevenot, secrétaire d'État chargée de la Jeunesse et du SNU. D'abord expérimenté dans 13 départements en 2019, il est étendu à tout le territoire depuis 2020. Il s'adresse aujourd'hui aux jeunes volontaires de 15 à 17 ans, de nationalité française.



Ce « service » se divise en trois parties : d'abord un « séjour de cohésion » collectif hors ou sur temps scolaire, dans des centres encadrés par des militaires à la retraite et des personnels de l'éducation nationale et populaire, pendant deux semaines ; ensuite une « mission d'intérêt général » obligatoire dans une association ou une institution publique, pendant 12 jours consécutifs ou 84 heures réparties sur l'année ; enfin, une période « d'engagement » facultative de 3 mois minimum.

Les objectifs affichés sont on ne peut plus ambitieux : faire vivre les valeurs républicaines, renforcer la cohésion nationale, développer l'engagement, accompagner l'insertion sociale et professionnelle, favoriser la mixité sociale ou encore agir pour une société solidaire. Rien que ça !

Pendant les séjours en internat collectif, les volontaires, **vêtu-es d'un uniforme** ressemblant à celui de la police, sont en théorie initié-es à la citoyenneté, à la connaissance des services publics, au développement durable, à la transition écologique, à la défense et la sécurité nationales, etc. On y apprend surtout à **saluer le drapeau** en chantant La Marseillaise, à **se mettre au garde-à-vous**, à obéir sans réfléchir, de 6h30 à 22h30, dans un rythme de vie insoutenable.

* Encadrement militaire : mise en danger

Insulations, évanouissements, déshydratations, punitions collectives... Des débuts en 2019 jusqu'à l'été 2023, le SNU s'illustre dans les pages faits divers.

En 2019, dans le Val d'Oise, les volontaires essuient les plâtres d'un encadrement complètement déconnecté : iels sont réveillés en pleine nuit par une simulation de fusillade et des jets de fumigènes. Résultat : malaises, crises de panique, crises d'épilepsie...

Été 2022, **punitions collectives nocturnes humiliantes et dangereuses**. À Strasbourg, pompes et exercices de gainage pour plus de cent jeunes ados tirés du lit ! En Île de France, un jeune hospitalisé en urgence car asthmatique et dispensé de pratique sportive intensive. Mais l'encadrant militaire n'avait pas lu la fiche.

Les scénarios se répètent d'année en année. Manifestement, l'expérience n'a rien appris aux cadres militaires de ces séjours !

* **Harcèlement et agressions sexuelles, racisme**

Politis a révélé le 18 avril 2023 (hebdo N° 1754) des cas de « harcèlement sexuel, propos racistes, humiliations et gestes déplacés » qui auraient été commis par deux cadres de séjours de cohésion en Île-de-France à l'été 2022, un commandant et un lieutenant-colonel. Les témoignages recueillis sont éloquentes. L'affaire a d'abord été dissimulée avant qu'une enquête administrative soit déclenchée auprès du SDJES, qui est à la fois juge et partie, ce qui pourrait expliquer les blocages.

Les encadrant-es issu-es des corps d'armée ne sont pas formé-es à s'occuper de jeunes adolescent-es que le cadre d'accueil militaire met en danger. D'autres dysfonctionnements sont inévitables. Solidaires Jeunesse et Sport entreprend de collecter les témoignages à cette adresse : balancetonsnu@mailo.com

* **Les projets de généralisation et d'obligation**

En juin 2023, le gouvernement a annoncé aux organisations syndicales la mise en place du SNU sur le temps scolaire pour toutes les élèves de seconde générale et de première année de CAP.

Autrement dit, les séjours de 12 jours se feront dans le cadre de projets pédagogiques (appelés « classes d'engagement »), avec un encadrement partagé entre éducation nationale, éducation populaire et militaires à la retraite.

Le projet oscille encore entre l'incitation et l'obligation. D'un côté, pour inciter, il envisage une valorisation de la participation dans Parcoursup ou une aide financière pour le Bafa. Le SNU offre d'ailleurs déjà de payer l'examen du code de la route (30 € !) à celles et ceux qui ont fait le séjour et la mission d'intérêt général. De l'autre, on joue avec l'idée de conditionner le Bafa, le permis de conduire, voire le Bac, à la soumission au SNU. Tout est envisageable pour imposer un projet impopulaire et que rejettent ensemble les organisations FSU, SGEN-CFDT, UNSA-éducation, FNEC-FP-FO, FERCCGT, SNALC, SUD éducation, VL, FIDL, MNL et FCPE comme elles l'ont exprimé

dans leur communiqué unitaire du 10 juin 2023.

La mise en place du SNU sur le temps scolaire est encore un coup porté aux heures dévolues aux apprentissages, déjà mis à mal par la réforme Blanquer du bac. C'est une militarisation et un renforcement de la soumission qui éloignent encore plus l'école d'un projet émancipateur.

Par crainte d'une mobilisation sociale de la jeunesse, le gouvernement met en place ce nouveau service militaire qui ne veut pas dire son nom, un outil de mise au pas bien connu par le passé.

Le nombre de volontaires ridiculement bas, l'obligation pour le gouvernement de passer par une instrumentalisation de l'école et de s'en remettre au volontariat des enseignant-es montrent l'échec qu'est d'ores et déjà le SNU.



Pourquoi on n'en veut pas ?

* La jeunesse au garde-à-vous

La « culture de l'engagement » que prétend développer le gouvernement à travers le SNU relève, dans les faits, d'une militarisation de la jeunesse. Un rapport du Sénat de juin 2022 en définit clairement les objectifs : il s'agit « dans une logique de contribution à l'esprit de défense, d'informer les jeunes des perspectives de carrière dans les armées et la gendarmerie, et des besoins des forces de réserves, la professionnalisation imposant un effort particulier pour susciter des vocations ». Derrière la cohésion sociale et l'entraide que le SNU est censé promouvoir se dissimule une tentative d'enrôlement et de militarisation de la jeunesse. Le SNU est un lieu où l'Etat peut déverser toute sa propagande militariste à un public captif, où l'on fabrique déjà du consentement à l'autoritarisme et à la violence.

Le SNU relève d'une inquiétante intrusion du militaire dans l'éducatif : par un décret de février 2023, son extension est confiée à une délégation placée sous la double autorité du ministre des Armées et de celui de l'Éducation et de la Jeunesse.

* Le SNU prive l'éducation de moyens

Le rapport des inspections générales remis au Premier Ministre en 2018 a évalué entre 2,4 et 3,1 milliards d'euros par an le coût du SNU généralisé à une tranche d'âge ! C'est excessif et révoltant pour un projet qui ne répond nullement aux besoins ni aux attentes de la jeunesse. L'Éducation nationale et populaire manque de moyens, allouer un tel budget au SNU serait un gaspillage indécent ! Les besoins sont ailleurs : dans le recrutement de personnels et la revalorisation de leurs salaires, dans la rénovation des bâtiments, dans

l'accompagnement des jeunes et dans les aides fournies aux élèves et étudiant·es. Nous exigeons que l'argent du SNU soit utilisé pour les besoins de l'Éducation nationale et l'Éducation populaire.

* Une jeunesse mise au pas

Le SNU est une réponse autoritaire et inadaptée aux aspirations et aux inquiétudes de la jeunesse. Loin de cultiver une « culture de l'engagement », le SNU est, au contraire, une entreprise de soumission. Il est déjà paradoxal que l'engagement se conçoive en termes de « service obligatoire ». La jeunesse s'engage déjà pour l'émancipation, l'égalité, la justice sociale et climatique : mais c'est justement tout ce que ce gouvernement réprime et réprime.

Par ailleurs, la discipline imposée et les punitions prévues par le règlement (article 6) traduisent une volonté de mise au pas de la jeunesse : il s'agit de faire en sorte qu'elle « se tienne sage », répétant l'humiliation qu'avaient subie, en décembre 2018, des lycéen·nes de Mantes-la-Jolie alors mobilisé·es contre les réformes Blanquer. Ce traitement réservé à la jeunesse est à la fois méprisant et violent.

* Une instrumentalisation des questions écologiques

Le gouvernement tente de donner une vitrine respectable au SNU en insistant sur son rôle dans l'éducation à la transition écologique de la société. Ce *greenwashing* cache mal le coût écologique terrible des guerres et de l'industrie militaire. La reconversion écologique de la société est un enjeu fondamental pour l'école et pour notre société. Il nécessite une politique volontariste de rénovation du bâti scolaire, de révision des programmes et non le saupoudrage vert d'un dispositif de promotion des industries polluantes.

* Le SNU n'a d'universel que le nom

Ce gouvernement qui aggrave les inégalités sociales, notamment par la casse de l'école publique, affiche un objectif d'unité nationale avec le SNU alors qu'il n'est en rien pensé pour prendre en compte tous les publics. Rien dans l'organisation des séjours ni dans la communication gouvernementale n'est prévu pour l'accueil et l'inclusion des personnes en situation de handicap ou des minorités de genre.

De plus, l'interdiction du port de signes religieux, transposée de l'école vers les centres SNU, obéit à une vision rétrograde et islamophobe de la laïcité dans le prolongement de la loi séparatisme.

* Et à l'international ?

Italie : un accord a été signé entre les ministères de l'éducation et celui de la défense pour la mise en place d'un dispositif identique au SNU. La mobilisation contre celui-ci s'organise depuis mars 2023 autour de « Observatorio contro la militarizzazione delle scuole » auquel participent les organisations syndicales CUB et COBAS. (<http://www.cobas-scuola-pisa.it/iniziativa-dellosservatorio-contro-la-militarizzazione-delle-scuole/>)

Pologne : même accord qu'en Italie et en France entre les ministères de l'éducation et celui de la défense avec un ajout : une initiation au maniement des armes.

* Le collectif « Non au SNU » fortement mobilisé sur l'ensemble du territoire

Depuis 3 ans, des collectifs locaux se sont créés un peu partout sur le territoire et ont construit une argumentation pour s'opposer à la mise en place du SNU. Ils regroupent la quasi-totalité des organisations de jeunesse, les syndicats de l'éducation et ceux de la jeunesse et des sports. SUD éducation, Solidaires Jeunesse et Sports ainsi que l'Union Syndicale Solidaires y sont souvent moteurs et largement impliqués. Ces collectifs arrivent à s'organiser de manière unitaire pour refuser la mise au pas de la jeunesse. Ils ont fait rapidement lorsque le gouvernement a commencé à évoquer la généralisation du SNU à toute la jeunesse et la mise en œuvre de sa propagande à travers la caravane.

* Caravane partout... candidat·es nulle part !

Pompeusement nommée « tournée expérience SNU », celle-ci n'a attiré que très peu la jeunesse visée par le dispositif. Accompagnée par une équipe de sécurité privée, c'est surtout une opération de communication en carton, comme sait si bien le faire ce gouvernement, avec des stands ridicules et des jeux censés maquiller le discours nationaliste et militariste. **Il semble difficile de convaincre de l'utilité de soumettre la jeunesse et de lui inculquer un esprit d'obéissance aux règles, un respect absolu des normes qui, pour la plupart, ne visent qu'à perpétuer les inégalités et injustices inhérentes à l'organisation actuelle de la société.** La jeunesse a déjà beaucoup à se mobiliser contre les discriminations, pour l'écologie et contre les attaques faites aux droits sociaux !

* La caravane passe, la résistance monte

Dans quasiment toutes les villes d'accueil de la caravane, des mobilisations ont perturbé cette propagande militaire. Des grandes villes comme Nantes ont réussi à faire plier bagage à la caravane, mais il faut noter aussi la mobilisation importante de villes petites et moyennes (par exemple Épinal) qui ont réussi à faire déplacer la caravane par crainte d'une trop forte mobilisation.

Le travail de structuration de ces différents collectifs locaux sera un point d'appui fort pour poursuivre et amplifier l'opposition au SNU, et chaque personne peut rejoindre localement un collectif pour participer activement à la lutte.

Pour rejoindre un collectif local, contactez les militant·es de SUD éducation

SUD éducation demande l'abandon total du SNU que ce soit dans l'école ou hors l'école.

